

# Relations de complémentarité et de conflictualité dans la mise en valeur des ressources foncières dans l’Haut Plateau Central de l’Angola, province de Huambo

par Laye Camara, PhD, et Antonietta Vallodoro,  
géographes, experts en gestion négociée des conflits environnementaux et fonciers

## Résumé

Suite à une série d’enquêtes dans l’Haut Plateau Central angolais (province de Huambo) on propose une réflexion sur la complexité des dynamiques territoriales, des acteurs et des conflits qui sous-tendent leurs actions de transformation des ressources foncières. L’analyse basée sur la trilogie conceptuelle *savoirs/besoins/dispositifs sociaux* a mise en évidence les logiques relationnelles qui dirigent les groupes d’acteurs : une logique de complémentarité au sein de laquelle les relations entre les acteurs s’effectuent dans l’interdépendance sociale basée sur le système de prêts et don de terre ; et une logique conflictuelle (latente ou ouverte) dans laquelle les relations entre les acteurs aboutissent à différents formes de conflits.

**Mots clés :** acteurs, capacitation, conflit, diagnostic territorial, foncier, gestion participative, légalité, légitimité, négociation.

## 1. CONTEXTE

De la fin de la période coloniale (1975), le problème foncier n’a réellement commencé à émerger en Angola avec force que dans les années quatre-vingt-dix<sup>1</sup>. Les principales causes des conflits inhérents à ces problèmes, sont souvent celles ayant pour causes les pressions démographiques et le manque d’armature institutionnelle (légitime ou légale) capable de donner des réponses satisfaisantes à une situation croissante de conflictualité notamment dans le milieu rural.

Devant les critiques et la pression de la société civile, notamment les ONG nationales et internationales, la nouvelle législation foncière a été approuvée le 9 novembre 2004, avec la (Loi 9/04). Cette dernière, bien que présentant quelques faiblesses, permet de défendre les droits des communautés, de reconnaître les différents modes d’accès à la terre, les droits des anciens propriétaires dont les terres n’ont pas été nationalisées et les nouvelles concessions foncières attribuées par l’Etat. Mais au-delà de cette démarche positive, le manque de règlements d’application de cette nouvelle législation foncière crée aujourd’hui une impasse opérationnelle dans le processus de l’administration des terres.

Depuis la moitié des années 2003, plusieurs interventions ont été rendues effectives dont le « Programma Terra » de la FAO, commencé en 1999, suite à la sollicitation du gouvernement angolais. La FAO, en utilisant ses nombreuses années d’expériences concernant la problématique foncière -l’accès à la terre et l’émission des titres légaux au Mozambique et dans d’autres pays d’Afrique-, a développé des actions à l’intérieur de différents projets (OSRO/ANG/304/SWE, GCP/ANG/029/USA, GCP/ANG/029/UK, MTF/ANG/031/NET et OSRO/ANG/404/ITA). Deux objectifs fondamentaux ont animé l’esprit des activités du programme Terra/FAO : i) la protection des droits fonciers des communautés rurales et ii) la création des capacités institutionnelles pour un meilleur usage et administration des ressources.

De leur côté, les organisations gouvernementales et certains projets financés par des bailleurs de Fonds externes (USAID, SNV, CEE, BM, etc.) et exécutés par des ONG nationales (Rede Terra, ADRA, etc.) et

---

<sup>1</sup> Cette affirmation est loin de nier le rôle fondamental joué par le colon portugais dans la problématique foncière en Angola. L’administration coloniale a introduit le droit foncier colonial sur lequel les autorités issues de l’indépendance se sont basées pour légiférer sur le foncier. La législation foncière coloniale et celles des dix vingt premières années post-indépendance considéraient dans leur ensemble toutes les terres vacantes non cultivées comme sans maître. Sur cette base des communautés ont été expropriés de leurs terres dont certaines continuent à revendiquer jusqu’aujourd’hui la propriété.

internationales (Concern, World Vision, IMVF, etc.) forment actuellement un réseau de plus en plus structuré qui prend une part active dans le plaidoyer, notamment en ce qui concerne la législation foncière, la sécurisation des terres communautaires et la responsabilisation des structures locales.

Mais quel que soit l'engagement de l'Etat angolais ainsi que ses principaux partenaires (FAO, Projets/ONG, etc.) à doter le pays d'une stratégie cohérente de gestion des ressources foncières, le projet de réforme des législations ainsi que les programmes de sécurisation des terres communautaires en cours, doivent être appuyés et soutenus par une démarche de connaissance des groupes d'acteurs. D'où la mission de consultation (dont propose une synthèse dans cet article) pour analyser les dynamiques d'acteurs en termes de stratégies d'usage/gestion des ressources foncières et des conflits qui les sous-tendent.

## 2. METHODOLOGIE ET REFERENCE CONCEPTUELLE

La complexité de relation entre les acteurs et entre ceux-ci et l'espace-ressource, ne peut être cueillie que lors que la base méthodologique s'appuie sur une certaine cohérence conceptuelle embrassant tous les aspects de dynamiques d'acteurs qui sous-tendent les actions d'appropriation et de transformation des ressources foncières. L'analyse des dynamiques d'acteurs, de leur marge de flexibilité et des dynamiques conflictuelles foncières, a été faites sur base de la trilogie conceptuelle savoirs/besoins/dispositifs sociaux<sup>2</sup>.

En parlant des savoirs, on fait référence à l'ensemble des systèmes cognitifs dont les populations basiques disposent pour orienter les pratiques d'usage multiple des ressources naturelles. Il s'agit des savoirs dits *fonctionnels* élaborés par les différents groupes d'usagers pour s'approprier physiquement, transformer matériellement et conserver les ressources naturelles; et les *savoirs symboliques* qui font appel aux croyances et perceptions mythiques dont les communautés ont développé au cours du temps pour justifier leur position de privilégiés ou non dans l'accès aux ressources naturelles foncières.

Le second volet de la trilogie conceptuelle à partir duquel on a tenté d'identifier les groupes d'acteurs et leur marge de flexibilité, est à que faire avec les **besoins** que ceux-ci expriment vis-à-vis du potentiel naturel foncier. Dans notre entendement, le concept de besoin, renvoie à l'idée de **quantité** et **qualité** de ressources mobilisables pour la réalisation des objectifs d'usage multiple. La pertinence des besoins des acteurs en ressources foncières dépend de plusieurs facteurs (internes ou externes) qui, directement ou indirectement, convergent pour contribuer à augmenter les pressions sur des surfaces réduites dans certaines zones et, en même temps, à inciter certains groupes d'acteurs et autorités (moderne/traditionnelle) à s'affirmer ou à adopter de stratégies de revendications souvent de type conflictuel.

De sa part, l'analyse des **dispositifs sociaux** consiste à comprendre les systèmes d'autorité et les canaux institutionnels de circulation des pouvoirs qui réglementent les règles d'accès et de mise en valeurs des ressources foncières. La configuration actuelle situe ces pouvoirs et institutions entre les autorités de la **légitimité** (l'ensemble du pouvoir garanti par les valeurs traditionnelles) et celles de la **légalité** qui désigne le statut d'un agir inscrit dans un cadre normatif qui ne relève d'aucune tradition particulière, mais qui s'appuie sur les principes universalistes de droit positif transcendant les cadres strictement locaux.

## 3. DYNAMIQUES D'ACTEURS DANS L'ACCES ET LE CONTROLE DES RESSOURCES FONCIERES

En s'exprimant dans un contexte d'usage multiple, les trois éléments conceptuels autour desquels l'analyse territoriale de dynamiques d'acteurs est construite, sont générateurs des conflits. La conflictualité, en effet, telle qu'on a pu le constater, se déclenche et se développe non seulement en fonction des besoins que les acteurs expriment face aux ressources naturelles foncières, mais en même temps au niveau des institutions pouvant servir de garant dans l'accès. Les conflits au différent niveau se manifestent à travers les formes de rapports qui s'établissent entre les *aldeias* et entre les acteurs. Ces rapports vont de relations de complémentarité aux relations de conflits.

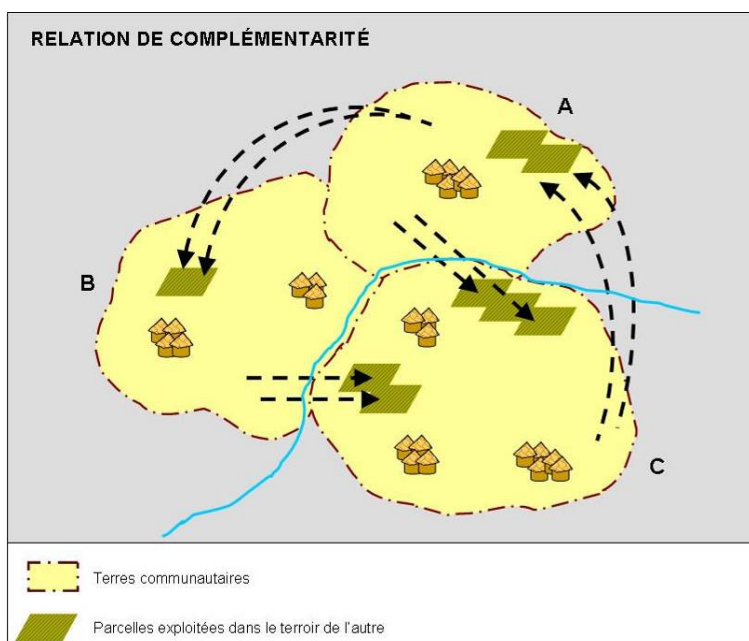
---

<sup>2</sup> Ces concepts ont été déjà utilisés dans d'autres contextes, notamment dans les périphéries des Réserves Biosphères du Parc Régional W (Bénin, Burkina Faso, Niger), du Parc National du Haut Niger (Guinée) et des Aires Transfrontalières Guinée-Guinée Bissau par une équipe de géographes de l'Université de L'Aquila (Italie) dont nous avons fait partie sous la direction du Prof. Angelo Turco.

### 3.1. Relation de complémentarité inter-communautés dans la mise en valeur des ressources foncières

Dans le cas de relation de complémentarité, on se retrouve souvent dans la logique de villages disposant de terres avec une pression démographique faible. Ces villages ont la caractéristique d'appartenir à un réseau classique territorial au sein duquel le sens du communautarisme se construit autour de l'interpénétration sociale (descendance) et historique (fig.1). Il s'agit des éléments d'appartenance qui permettent aux familles de disposer de droit de propriété et d'usage des ressources dans l'un ou l'autre village. Dans ce système de relation de complémentarité inter-*aldeias*, les règlements communautaires, clairs et rigides, sont connus et respectés par tous.

Fig.1. Relation de complémentarité inter-village dans l'exploitation des ressources foncières



### 3.2. Relations conflictuelles dans l'accès aux ressources foncières

Contrairement aux relations de complémentarité, il existe un autre système au sein duquel les formes de relation s'expriment dans un rapport de conflit. De façon générale, les conflits fonciers qui en découlent sont de deux types: conflits inter-villages, conflit communautés/fazendeiros.

#### a) Conflit inter-villages

Ce type de rapport conflictuel est la caractéristique de deux types de *aldeias* qu'on a pu identifier : les villages exerçant une forte pression foncière sur les terres avoisinantes (terres d'autres communautés ou anciennes fazendas), et les villages à statut flou, souvent occupés par des Populations Déplacées Internes, et situés dans des anciennes fazendas. Le moteur principal de ces formes de conflits dans les villages enquêtés, est la forte pression démographique sur les terres et le caractère confus et irréaliste des législations foncières étatiques, ainsi que les imperfections des institutions administratives chargées de les appliquer.

Pour le cas des conflits inter-villages, comme on l'a dit, il est la résultante de la pression démographique qui pousse les habitants des terroirs saturés à se lancer en quête de nouvelles terres dans les terroirs d'autres villages. Dans cette logique, la propriété foncière pour les habitants du village « conquérant »

s'effectuant souvent à travers l'achat des terres, conduit une partie des terrains communautaires des villages d'accueil à changer de statut : on passe ainsi de statut à usage collectif (pâturage, pêche, cueillette, etc.) à un statut à usage individuel.

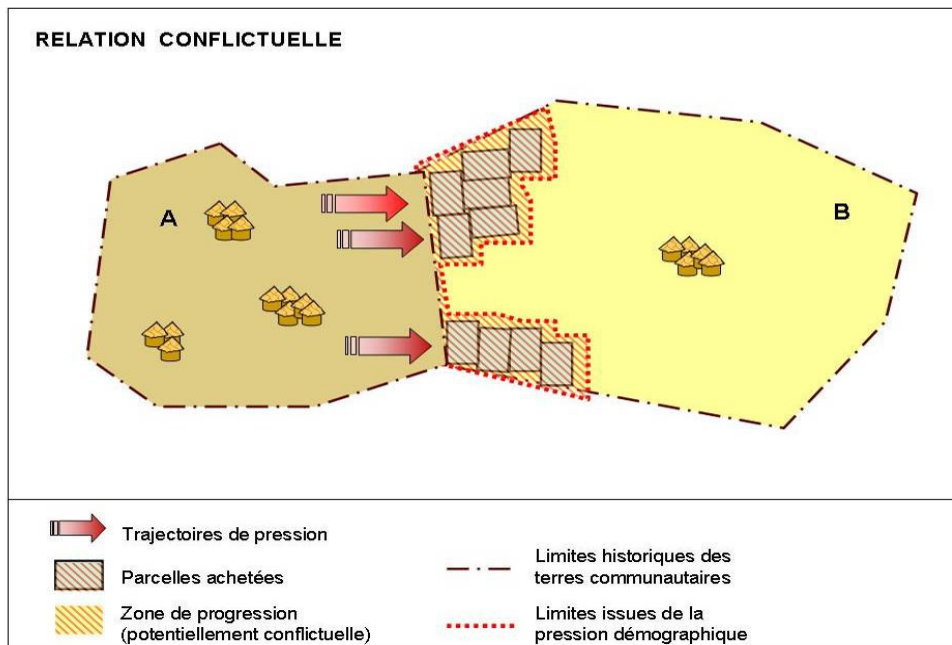
En terme de conflit, le changement de statut des terres, conduit souvent à la remise en cause des limites historiques inter-villages. Cette situation surgit lorsque, les ressources foncières en question (les terrains achetés) se situent dans des zones contiguës de deux communautés villageoises. Bien que ne présente aucun caractère violent dans le contexte actuel, le cas le plus illustratif de cette réalité conflictuelle latente surgit lors de délimitation des terres communautaires.

Dans le cas de figure ci-dessous (fig.2), d'un côté, on a le village de Essekula dont le terroir villageois est saturé à cause de la forte pression démographique (environ 2000 hbts); et de l'autre, le village de Cacoio présentant une tendance démographique vers le vieillissement et disposant des réserves de terres. La proximité des deux villages est saisie par les habitants de Essekula pour faire de l'espace de Cacoio un « *espace de décharge* » de la pression démographique, c'est-à-dire une zone où il est possible de trouver de nouvelles parcelles agricoles, notamment dans les zones limitrophes.

Pendant la délimitation, la volonté d'introduire les parcelles achetées par les habitants de Essekula dans les limites du terroir dudit village, a rencontré le refus des autorités traditionnelles de Cacoio. Pour ces dernières, la remise en cause des limites communautaires historiques, conduit également à la remise en cause leur droit légitime d'avoir accès libre à d'autres ressources, notamment les ressources hydriques et pastorales situées dans les parcelles achetées.

Cette incompréhension entre Cacoio et Essekula, révèle un des facteurs latents pouvant activer les dynamiques conflictuelles à la longue, portées essentiellement sur la remise en cause du droit légitime des acteurs à avoir accès libre aux ressources pastorales et hydriques des terres achetées par des allogènes.

Fig. 2. Pression démographique et occupation spatiale conflictuelle entre Essekula et Cacoio



Si le conflit Essekula-Cacoio a pu être gérée par la concertation et la négociation entre les autorités traditionnelles des deux villages et les nouveaux propriétaires terriens, il n'en demeure pas moins que ces mécanismes traditionnels subissent de forte pression qui leur fait perdre leur pouvoir réel sur le foncier.

Ainsi, si l'élan de développement dans certaines zones n'est pas accompagné par une politique de gestion des eaux dans les zones humides et de renforcement de capacité organisationnelle des structures à la base, on risque d'assister, à la longue, à des conflits entre les familles et entre villages exploitant le même cours d'eau.

### **b) Conflits communautés/fazendeiros**

A ce niveau, le conflit est la conséquence de ce que J.-P. Chauveau et P. Mathieu qualifient de caractère exogène et irréaliste des législations foncières étatiques, ainsi que les imperfections structurelles des institutions chargées de les appliquer<sup>3</sup>. Des réalités qui favorisent la création d'une sorte de « *no man's land* » institutionnelle que profitent certains usagers, notamment les fazendeiros et autres élites urbaines, qui n'hésitent pas à brandir des faux/vrais documents coloniaux ou actuels pour justifier leur droit sur la terre.

Dans cette confusion institutionnelle, d'un côté, on a le pouvoir traditionnel des *soba* et grands propriétaires fonciers basiques qui privilégie, dans la gestion du foncier, la flexibilité, la réciprocité sociale et la valorisation des ressources orientée vers l'autosuffisance alimentaire ; et de l'autre côté, les autorités légales qui privilégient le droit positif dans la mise en valeur du foncier, avec à la clé les principes productivistes des ressources. De la dichotomie d'appréhension des ressources foncières entre les institutions de la légalité et celles de la légitimité, il en découle une efficacité faible dans l'application des règles de gestion, des lois et règlements, de l'engagement et de prise de responsabilité réciproque entre les deux pouvoirs en matière de gestion partagée des ressources foncières.

Pour le cas spécifique de la province de Huambo, les conflits liés à l'existence de « *no man's land* » institutionnelle, sont perceptibles aujourd'hui et assument de formes de plus en plus ouvertes. Ils impliquent principalement les descendants des anciens fazendeiros de l'administration coloniale portugaise et les communautés villageoises souvent situées dans ou à côté des anciennes fazendas.

Le cas conflictuel le plus illustratif ici est celui en cours dans la périphérie de la commune de Calenga opposant la communauté déplacée des villages de Canoa-Canela et Mr Pedrosa (métis descendant de colon portugais). Installées dans la zone (une ancienne fazenda dans la périphérie de Calenga) par l'administration communale en 1988 afin de les mettre à l'abri des champs de bataille, depuis quatre ans, les populations des villages de Canoa-Canela sont menacées de déguerpissement forcé de fazenda qu'elles occupent par Mr Pedrosa dont les ancêtres (portugais) auraient acheté le terrain depuis 1911.

Dans cette dynamique conflictuelle, le fazendeiro ayant un pouvoir contractuel trop élevé n'a présenté aucune prédisposition à négocier. Fort de sa connaissance des rouages de l'administration judiciaire (prise en charge d'un avocat) d'une légitimité historique d'occupation à travers son statut de descendant du colon portugais ayant occupé la zone au début du XXe siècle et justifiée par la détention d'un titre foncier colonial, Mr Pedrosa n'a éprouvé le besoin de négocier avec l'administration que sur la base de trois solutions possibles:

- i. s'adresser à la justice pour trancher sachant d'avance que les communautés à la base ne disposent aucun moyen pour cette alternative et que l'administration communale (responsable de l'installation des populations) ne pourra continuer à soutenir le coût en argent et le temps nécessaire ;
- ii. le déguerpissement pur et simple des populations de certaines zones qu'il estime propices notamment en eau ;<sup>4</sup>
- iii. le dédommagement par l'Etat angolais d'une partie des zones occupées de la fazenda par les résidences d'une centaine de familles.

Compte tenu des difficultés évidentes de l'administration communale de Calenga, les limites du pouvoir actoriel des *camponeses* déplacés, et la volonté de Mr Predrosa à valoriser ses atouts (connaissance du milieu juridico-administratif, détention d'une légitimité historique à travers de dossiers coloniaux de propriété, sa position sociale confortable -descendant du colon portugais-, de son niveau d'instruction,

---

<sup>3</sup> Chauveau, J.-P. et P. Mathieu, 1998, Dynamiques et enjeux des conflits fonciers. In: Ph. Lavigne-Delville (Ed.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique noire rurale?*, Karthala, Paris, pp. 243- 258.

<sup>4</sup> Il faut préciser qu'une partie de ces zones (riche en eau) est déjà vendue par Mr Pedrosa à un autre fazendeiro qui est maintenant un élément actif en plus dans le conflit.

etc.), on s'achemine vers un durcissement du conflit et sa *reticularisation* impliquant d'autres acteurs au détriment des populations à la base<sup>5</sup>.

En somme, tout comme à l'image de Calenga et d'autres villages, dans le processus de mise en valeur des ressources foncières sur le Haut Plateau angolais, les différents groupes d'acteurs (fazendeiros, communautés rurales, agents de l'administration, etc.) présentent des asymétries.

Certains groupes d'acteurs jouissent des atouts sur lesquels ils construisent un pouvoir trop élevé : certains fazendeiros et autres grands potentats de la sphère institutionnelle et locale. Il s'agit des groupes d'acteurs qui, profitant de leur **maîtrise de politiques foncières** (coloniales et post-indépendance), du **flou institutionnel actuel**, de leur **position économique, social** (héritier du colon blanc ou haut responsable politique/militaire), du caractère discriminatoire du droit coutumier traditionnel et de leur **niveau intellectuel**, continuent à se consolider dans l'accès et la mise en valeur des ressources foncières.

Par contre, pour la majeure partie des communautés paysannes (notamment la couche féminine), bien que disposant un système cognitif raffiné du milieu et dans certains cas leur enclavement aidant (le cas des villages du réseau de Sassoma), elles restent confronter à plusieurs contraintes qui les fragilisent dans l'accès et le contrôle des ressources naturel. Parmi ces contraintes auxquelles sont confrontées les populations à la base, on peut citer entre autre :

- le poids démographique qui conduit les familles à se lancer dans une stratégie de gestion autonome des terres au détriment du communautarisme,
- la faiblesse progressive des institutions traditionnelles de référence pour les acteurs à la base pouvant garantir le régime foncier coutumier,
- le manque d'organisation et de structure (interne ou externe) viables servant de garant de l'intérêt communautaire près des autorités administratives et juridiques,
- la multiplicité de ONG sans un cadre de concertation viable à la base et les difficultés pour certaines à sortir du cadre de stratégie d'Emergence et de paternalisme dans l'assistance qu'elles apportent aux communautés basiques,
- l'analphabétisme et la non maîtrise des systèmes de communication (ici la connaissance de la langue portugais se révèle fondamentale pour pouvoir accéder à certaines formes d'information), du fonctionnement de la machine administrative et des législations foncières (passées et actuelles).

## CONCLUSION

Dans le cas spécifique de logique conflictuelle, les causes de différentes formes de conflits fonciers identifiés sont à la fois endogènes et exogènes. Sur le plan endogène, elles sont dues à la pression démographique interne aux villages et qui conduit souvent à la désintégration de la famille traditionnelle et la modification de l'ordre social. Des éléments qui poussent les individus à se désolidariser de l'intérêt communautaire et à revendiquer le droit de propriété foncière privée. Dans ce processus le paysan *M'bundu* tend à s'affranchir de la stratégie de gestion collective, notamment au sein des villages ayant une consistance démographique importante.

Au sein des villages démographiquement saturés, certains paysans se lancent dans la conquête de nouvelles terres dans les terroirs voisins et dans certaines fazendas à statut souvent flou. Dans le premier cas, le processus de quête de nouvelles terres au sein des terroirs voisin à faible pression humaine, on assiste souvent à la remise en cause des limites traditionnelles inter-village et du coup des principes du droit foncier des premiers occupants sur certaines ressources naturelles dans les villages d'accueil. Dans le second cas, la réclamation des terres et autres ressources naturelles des anciennes fazendas par des acteurs externes, emmène les populations, occupant ces espaces à statut flou, à s'inscrire dans une logique de refus et souvent conflictuelle pour affirmer leur propriété.

Quant aux causes liées aux facteurs exogènes, elles sont la conséquence de la combinaison de plusieurs éléments entre autre desquels : i) l'affaiblissement du régime foncier coutumier par l'affirmation du droit positif, ii) le caractère confus des législations foncières étatiques, iii) le manque d'institution de référence au niveau des communautés villageoises, etc. Mais qu'il soit les causes endogènes ou exogènes,

---

<sup>5</sup> Dans ces analyses de système de résolution des conflits, Bruce Mitchell met un accent particulier sur *el tiempo empleado* et sur son *alto coste* comme facteur limitant notamment pour les acteurs faibles.

on assiste dans la gestion des ressources foncières du Haut Plateau la mise en place d'une sorte de « *no man's land* » institutionnelle souvent qui profitent les acteurs avec un pouvoir actoriel majeur.

Dans la logique actuelle de mise en valeur des ressources foncières dans la province de Huambo, il existe de fortes asymétries entre le pouvoir contractuel des acteurs. Certains groupes d'acteurs jouissent des atouts sur lesquels ils construisent un pouvoir trop élevé. C'est le cas notamment de certains fazendeiros et certains agents de l'administration qui, profitant de leur maîtrise des politiques foncières (coloniales et post-indépendance), du flou institutionnel actuel, de leur position économique, social (héritier d'un colon blanc ou haut responsable politique/militaire) et de leur niveau intellectuel, continuent à se consolider dans l'accès et la mise en valeur des ressources foncières.

Pour les communautés paysannes, bien que disposant d'un système cognitif raffiné du milieu et dans certains cas leur enclavement aidant (le cas des villages du réseau de Sassoma), elles restent confrontées à plusieurs contraintes (endogènes et exogènes) qui limitent leur pouvoir d'accès et de mise en valeurs durable des ressources foncières.

Les différents éléments atouts/contraintes qui sous-tendent donc les asymétries entre le pouvoir de négociation des acteurs, accroissent la précarité des droits des acteurs les plus faibles en instaurant surtout un système de gestion foncière à potentialité conflictuelle élevée au niveau des villages.

Par ailleurs, dans certains entités territoriales villageoise, le manque d'institutions légales de médiation et l'intervention de l'administration étatique et des grands propriétaires fonciers, font que l'application du droit coutumier foncier reste très limité dans son efficacité.

Face à de telles réalités, la mise en place d'une action de capacitation s'avère nécessaire, ayant pour bout la formation des agents de l'administration, des leaders locaux, des Projets et de ONG, pour faire d'eux de véritables médiateurs capables d'élaborer des schémas d'anticipation et de gestion des conflits par la négociation.

Cette démarche doit, à son tour, être inscrite dans une logique de flexibilité évolutive et adaptative en fonction des besoins réels des groupes d'acteurs, des réalités des zones, mais aussi de l'expérience de certains intervenants en la matière dans la province de Huambo et ailleurs.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BORRINI-FEYERABEND G., 2000, *La gestion participative des ressources naturelles. Organisation, négociation et apprentissage par l'action*, GTZ-UICN, Gand
- CAMARA L., 2002, *Savoirs, besoins et institutions territoriales dans les périphéries du Parc W : typologies d'acteurs et configurations conflictuelles a partir de six villages-cibles*, Rapport ECOPAS, Ouagadougou
- CAMARA L. et VALLODORO A., 2003, *Dynamiques d'acteurs et conflictualité dans les zones périphériques du Parc Régional de la W*, Rapport de recherche de la II phase, ECOPAS, Ouagadougou
- CAMARA L., 2005, *Appui à la mise en place de cadre de concertation transfrontalière pour la future Aire Protégée Transfrontalière Guinée-Guinée Bissau*, Rapport AGIR, Bissau
- CARE INTERNATIONAL ANGOLA, 2004, *Avaliação do sistema de gestão de terra & recursos naturais, Provincia do Bié, Angola*, CARE, USIP, CARE-EUA
- CHAUVEAU, J.-P. et P. MATHIEU, 1998, Dynamiques et enjeux des conflits fonciers, dans: Lavigne-Delville Ph. (Ed.), *Quelles politiques foncières pour l'Afrique noire rurale?*, Karthala, Paris
- CLOVER J., 2005, Land reform in Angola: Establishing the ground rules, dans: *From the Ground Up. Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa*, Edited by Chris Huggins and Jenny Clover, ISS Publications
- DAUDELIN J., *La terre comme source de conflits et dans l'organisation post conflictuelle*  
<http://www.landcoalition.org/pdf/wbwdaudelinf.pdf>
- DE WIT P., 2000, *Land law reform in Mozambique: acquired values and needs for consolidation*, Land Reform Bulletin 2000/2, FAO, Roma  
[http://www.fao.org/DOCREP/003/X8050T/P10\\_2980](http://www.fao.org/DOCREP/003/X8050T/P10_2980)
- ENGEL A. et KORF B., 2005, *Negotiation and mediation techniques for natural resource management*, FAO, Roma
- FAGGI P. et TURCO A., (dir.) 2001, *Conflitti ambientali. Genesi sviluppo gestione*, Unicopli, Milano
- FAO/PAM, 2004, *Relatório especial missão conjunta FAO/PAM de avaliação da produção interna e das necessidades alimentares em Angola*
- FAO, 2005, *Participatory and Negotiated Territorial Development (PNTD)*, SD Dimension, FAO, Rome,  
[http://www.fao.org/sd/dim\\_pe2/docs/pe2\\_050402d1\\_en.pdf](http://www.fao.org/sd/dim_pe2/docs/pe2_050402d1_en.pdf)
- CHILDS G. M., 1949, *Umbundu, kinship et character*, Oxford University Press, London
- GROPPO P., 2002, *La cuestión de la tierra en Angola: Tarea del gobierno o compromiso de todos?*, SD Dimensions jenero 2002, FAO, Roma
- LE MEUR P.-Y., 2002, *Approche qualitative de la question foncière. Note méthodologique*. Document de travail de l'Unité de Recherche 095, N ° 4, 23 p.
- MADUREIRA S., 1999, *Diagnóstico Participativo: Textos de Apoio - Preparação para os Trabalhos de Campo - Recomendações*. Cursos e Experiencias Piloto na Identificação e Delimitação de Terras das Comunidades. Maputo, Inter-ministerial Land Commission and FAO Representation
- MITCHELL B., 1997, *La Gestión de los Recursos y del Medio Ambiente*, Ediciones Mundi-Prensa, Madrid (Première édition: MITCHELL B., 1997, *Resources and Environmental Management*, Addison Wesley Longman Ltd, London)

PACHECO F., "A problemática da terra no contexto da construção da paz: desenvolvimento ou conflito?", *Accord, an international review of peace initiatives*, (coordenador do número Guus Meijer), número 15/2004, Conciliation Resources (edit), London

TANNER C., DE WIT P., MADUREIRA S., 2000, *Manual de Curso de Delimitação de Terras das Comunidades Locais*, Maputo

TURCO A., 1986, *Geografie della complessità in Africa. Interpretando il Senegal*, Unicopli, Milano

TURCO A., 1988, *Verso una teoria geografica della complessità*, Unicopli, Milano

TURCO A., 2000, Colonisation et après: légitimité territoriale et développement durable en Afrique subsaharienne, dans: V. Berdoulay, O. Soubeyran (dir.), *Milieu, colonisation et développement durable*, Harmattan, Paris

TURCO A., 2002, *Dynamiques d'acteurs dans les zones périphériques du Parc régional W*, Rapport ECOPAS, Ouagadougou

TURCO A., 2003, *Dynamique d'acteurs dans les zones périphériques du Parc Régional de la W: conflictualité et concertation*, Rapport ECOPAS, Ouagadougou

TURCO A., 2005, *Montage et direction scientifique des recherches en Géographie humaine finalisées à l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement 2006-2016, Aire protégée transfrontalière Guinée - Guinée Bissau*, AGIR, Conakry

#### **Textes législatifs**

REPUBLICA DE ANGOLA, *Lei de terras n° 9/04*, Diário da Republica I Série, N° 90, Terça-feira, 9 de Novembro de 2004